

ZOEIN

Bilan 2025

Perspectives 2026

RTE

DU CONCEPT...



ÉDITO

Par **Anne Durand**, Présidente de l'Association Zoein



//

Les crises écologiques ne sont plus des perspectives lointaines : elles bouleversent déjà nos territoires, fragilisent nos sociétés et affectent notre économie. La canicule exceptionnelle de juin 2026 en France en est une illustration. Au-delà de ses conséquences humaines, elle aurait coûté près de 9 milliards d'euros à l'économie française et amputé la croissance de 0,3 point de PIB. Plus que jamais, la transition écologique apparaît comme une nécessité économique, sociale et démocratique.

Mais cette transition ne pourra réussir sans celles et ceux qui la rendent possible au quotidien. Il n'y aura pas de transition écologique sans transition des emplois, sans nouveaux modèles économiques et sans coopération à l'échelle des territoires. C'est la conviction qui guide le Revenu de Transition Écologique depuis sa création. En donnant aux porteur-euses de projets les moyens d'agir, le RTE permet de faire émerger des activités utiles aux territoires, créatrices de liens, d'emplois et de résilience. Derrière chaque expérimentation se dessine une autre manière de produire, de coopérer et de faire économie.

L'année 2025 marque une étape importante dans cette dynamique. Avec 85 projets accompagnés par les sept collectifs du Réseau Zoein et plus de 200 structures partenaires mobilisées, le RTE confirme sa capacité à apporter des réponses concrètes aux défis écologiques et sociaux. Cette année aura également été celle de la structuration. Nous avons coconstruit un Référentiel Commun d'évaluation pour mieux révéler les effets du RTE sur les personnes, les territoires et les dynamiques économiques locales. La création de l'Association du Fonds de soutien aux expérimentations du RTE, désormais reconnue d'intérêt général, ouvre également de nouvelles perspectives de financement. Enfin, notre entrée dans le programme PINS de la Fondation Macif et de l'Avisé marque une reconnaissance importante du travail engagé depuis plusieurs années. Elle confirme que les expérimentations portées par le Réseau Zoein constituent aujourd'hui un modèle capable d'inspirer de nouveaux territoires. L'année 2026 s'ouvre désormais avec une ambition claire : faire du Revenu de Transition Écologique un levier d'essaimage et de transformation à l'échelle nationale, afin que les activités qui préservent le vivant deviennent progressivement la norme de notre économie.

Nous remercions chaleureusement l'ensemble de nos partenaires, collectivités, financeurs, chercheurs, associations et citoyennes et citoyens engagés, qui rendent cette ambition collective possible.*

SOMMAIRE

2 ÉDITO

3 2025 EN CHIFFRES

5 2025 EN TEMPS FORTS

EXPÉRIMENTER LE RTE

8 Faire réseau en 2025 : coopérer, coopérer et encore coopérer

10 Baobab et le Tiers-Lab des transitions construisent un RTE à leur image

14 Odyssée 2025 du RTE en Haute-Vallée de l'Aude

16 Sandrine Garcia, semeuse de lien et de nature

18 Vent de récolte à bYfurk : le RTE au service de l'envol d'Anaïs et de Steve

20 Denitsa Hristova, un an après

ÉVALUER LE RTE

22 Reprendre l'évaluation en main

24 Making-of d'un référentiel d'évaluation à plusieurs voix

26 Le référentiel à l'épreuve du terrain

DIFFUSER LE RTE

30 Faire dialoguer transition écologique et droit à l'emploi

34 Quand le RTE invente ses propres outils de financement

36 Changer d'échelle sans perdre le nord : entretien avec Léa Monfort, chargée de programme à la Fondation Macif

39 Dans la bibliothèque de Zoein en 2025

41 REMERCIEMENTS

42 EN SAVOIR PLUS

2025 EN CHIFFRES

7 EXPÉRIMENTATIONS
DU RTE EN FRANCE



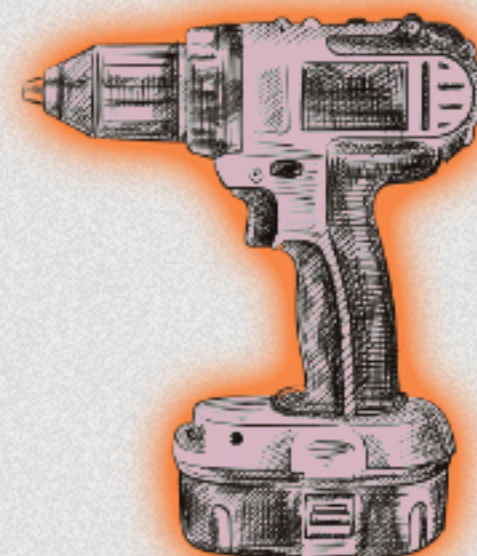
85 PROJETS
ACCOMPAGNÉS

+200 STRUCTURES
PARTENAIRES
MOBILISÉES
LOCALEMENT



3 RENCONTRES
NATIONALES
DU RÉSEAU

4 CHANTIERS
COLLECTIFS



5 REX ET
CODEV

22 RÉUNIONS DE
GROUPES DE
TRAVAIL
THÉMATIQUE

30 TEMPS
D'ÉCHANGES
ENTRE PAIRS
DU RÉSEAU

+60

TEMPS
D'ÉCHANGES EN
BILATÉRAL ENTRE
L'ASSOCIATION
ET UN MEMBRE
DU RÉSEAU

2025 EN TEMPS FORTS

AVRIL

Premiers aboutissements et nouveaux départs

Alors qu'une nouvelle promotion de porteurs et porteuses de projets rejoint le dispositif bYfurk à Strasbourg, le premier parcours RTE achevé avec succès est célébré : celui de Denitsa Hristova. Le mois est également marqué par une journée de formation à la coopération animée par Anne et Patrick Beauvillard ainsi que par la publication du livret *Premiers pas et conditions de succès au lancement d'une Expérimentation territoriale du RTE : retour d'expériences des territoires*. L'objectif : renforcer les capacités d'action des territoires qui souhaiteraient se lancer dans l'expérimentation du RTE.



JUIN

Le Fonds RTE obtient son feu vert !

L'agrément est obtenu ! Le Fonds RTE peut désormais recevoir des dons de mécénat et poursuivre sa mission : créer les conditions économiques permettant aux activités de transition de se développer.

FÉVRIER

Trouver les moyens de financer le RTE

Après plusieurs mois de travail du groupe ingénierie financière, le Fonds RTE dépose son dossier de reconnaissance d'intérêt général. Une étape clé pour mobiliser le mécénat d'entreprise au service des expérimentations de terrain.

MARS

Le grand chantier de l'évaluation est lancé !

Comment raconter les effets d'un projet aux transformations systémiques et multi-dimensionnelles ? Réunis à Paris, les membres du réseau Zoein ouvrent quatre mois de co-écriture pour construire ensemble le premier référentiel d'évaluation du RTE.

JUILLET

Changement d'échelle

Après quatre mois de travail collaboratif, les membres du réseau Zoein se réunissent pour clôturer la co-écriture du premier référentiel d'évaluation du RTE. Dans le même temps, l'association est retenue comme lauréate du programme PIN'S porté par la Fondation Macif et l'Avisé. Pendant plusieurs mois, Zoein bénéficiera d'un accompagnement dédié aux stratégies d'essaimage et de changement d'échelle, afin de renforcer la diffusion du Revenu de Transition Écologique et d'accompagner le développement de nouvelles expérimentations sur les territoires.

Porter la voix du RTE

Avec son entrée dans le Collectif Droit à l'emploi et l'organisation d'un webinaire avec l'Observatoire TZCLD et Audyssées, Zoein poursuit son travail de plaidoyer en faveur de nouvelles formes d'emploi au service de la transition.

SEPTEMBRE

OCTOBRE

Préparer l'élargissement du réseau Zoein

Les premières journées du programme PIN'S marquent le début de l'accompagnement de Zoein par l'Avisé sur les enjeux d'essaimage. Aux côtés des membres du réseau, un travail de diagnostic est engagé pour identifier les conditions de développement et de diffusion du Revenu de Transition Écologique sur de nouveaux territoires.

NOVEMBRE

L'heure des visites de terrain

Les réflexions laissent place à l'immersion. À TERA, l'inauguration du CERF marque une nouvelle étape dans la construction d'un écosystème coopératif capable d'accueillir et de soutenir des activités de transition à l'échelle locale. Dans l'Aude, Zoein inaugure également un nouveau format avec son premier Voyage Évaluatif. L'occasion de mettre à l'épreuve les questions issues du référentiel co-écrit quelques mois plus tôt et d'engager une première exploration des impacts du RTE sur les personnes et les territoires.

DÉCEMBRE

Un pas de plus vers le RTE dans la cité phocéenne

Organisé par le Tiers-Lab des Transitions, l'évènement *Fabriquer du Sens* marque la fin du parcours Talents de la Transition et annonce officiellement le lancement de l'expérimentation du RTE à Marseille en 2026. En présence du maire du 4^e arrondissement, ce temps fort vient aussi consacrer l'entrée de Paul, premier porteur de projet à rejoindre la SCIC du Tiers-Lab des Transitions.

EXPÉRIMENTER LE REVENU DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE



Anaïs Meyer, Porteuse de projet RTE (bYfurk) | Manuel Grimm - 2026

FAIRE RÉSEAU EN 2025 : COOPÉRER, COOPÉRER ET ENCORE COOPÉRER

Animer un réseau national de sept expérimentations du Revenu de Transition Écologique : telle est la mission portée par l'association Zoein. Mais, au fil des années, une évidence s'impose : la mise en œuvre du RTE ne se résume ni à une addition d'initiatives, ni à une succession de rencontres entre les CTE. Elle se construit dans le temps, dans les échanges, parfois dans les frottements, en bref dans ce qu'on dénomme "la coopération". Retour sur une année de structuration et de formalisation de ces pratiques.

En ce 1er avril, rue Santeuil à Paris, une dizaine des membres du réseau se retrouvent pour une journée de travail consacrée à la coopération. Césure, la salle 127, au premier étage du bâtiment, se remplit peu à peu. Certains arrivent de loin, après plusieurs heures de train. Les visages se reconnaissent ou se rencontrent enfin en personne, après de longues heures d'échanges par écrans interposés. Anne et Patrick Beauvillard, de l'Institut des Territoires Coopératifs, accueillent l'assemblée. "Vous êtes notre dernier groupe accompagné, avant notre départ à la retraite !", annoncent-ils avec émotion. Les chaises sont disposées en cercle, au centre de la salle. Les ordinateurs restent dans les sacs ; seuls les carnets et crayons sont de sortie. Nous avions été prévenus. "Anne et Patrick nous attendent pleinement disponibles pour cette séance de travail", rappelait la veille par mail Jean-Christophe Lipovac, directeur de l'association. "La coopération, ce n'est pas vraiment ce que vous croyez".

La phrase, lancée en ouverture, fait sourire, mais elle résonne. Elle pose un cadre, presque un défi. Pour les Beauvillards, forts de trente ans d'expérience dans l'accompagnement et la formation à la coopération, il ne s'agit pas d'un principe abstrait. Elle vient surtout questionner le cœur même du projet porté par Zoein. Si la coopération est au fondement de notre démarche, elle avait jusqu'ici rarement fait l'objet d'un véritable temps de recul. Un léger flottement s'installe, puis deux questions se croisent : comment vivons-nous la coopération au sein du réseau ? Et surtout, comment l'avons-nous fait vivre en 2025 ?

Des lieux pour plus de liens

À l'échelle nationale, l'Association Zoein s'attache à faire vivre cette dynamique en structurant des espaces d'échange entre les sept expérimentations qu'elle accompagne. Tous les trimestres, des rencontres inter-territoires réunissent les membres du réseau : elles permettent de partager actualités et avancées aux

quatre coins de la France pour maintenir un lien régulier entre des acteurs aux agendas souvent très chargés. Les voyages apprenants entre pairs qui ont été organisés cette année, prolongent ce souci de compréhension de l'autre. S'immerger en terre inexplorée, voir de ses propres yeux comment le RTE y prend forme, permet de mieux saisir l'empreinte de chaque expérimentation. Ces rendez-vous visent à maintenir une posture d'écoute et d'ouverture : en bref, pour reprendre les termes des Beauvillards, à faire preuve d'une véritable "maturité coopérative".

Sortir la tête du guidon

Faire circuler l'information et apprendre à se connaître ne suffit plus. Désormais solidement organisé autour de sept expérimentations, Zoein renforce en 2025 les espaces où les acteurs peuvent échanger, confronter leurs points de vue et s'enrichir mutuellement. Les temps de co-développement en sont une illustration directe : une

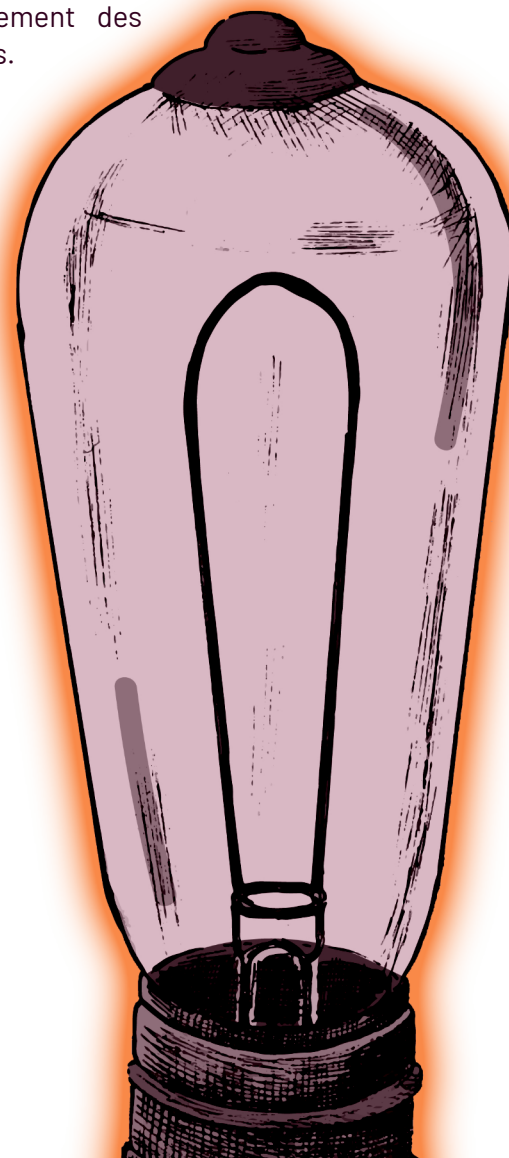
structure y expose une problématique issue de son quotidien, qui devient le point de départ d'un travail collectif. Les participants croisent leurs regards, prennent du recul, se questionnent et partagent leurs expériences. Il ne s'agit pas de produire des solutions toutes faites, mais de faire émerger des pistes d'action dont chacun peut se saisir. Car plusieurs visions cohabitent au sein du réseau, et chacun arrive avec son expérience et sa signature. Ces points de vue se confrontent librement au sein des quatre chantiers de travail collectif, organisés en groupes restreints avec des rendez-vous réguliers tout au long de l'année. Le Revenu de Transition Écologique s'y dessine à plusieurs voix et affine progressivement ses contours. L'enjeu n'est pas de faire le tri entre les modèles du réseau mais de les faire dialoguer, sur le financement, l'évaluation ou encore la diffusion, pour construire une véritable œuvre commune.

Money, money, money...

La coopération repose sur un principe fondamental : l'engagement et l'implication active de chacun dans le collectif, condition *sine qua non*

de l'existence du RTE. Comme le rappelle Marie-Hélène Muller, de l'expérimentation TERA, *"la contribution des CTE est la source même du travail en réseau avec Zoein"*. Chaque territoire mobilise librement ses compétences et ses expériences au service du projet associatif et des travaux collectifs. Animation de groupes de travail, production écrite collective, appui à la coordination... Ce sont mille et une activités essentielles au fonctionnement du réseau, qui reposent en grande partie sur un travail laissé dans les coulisses. Un risque apparaît alors : celui d'une non-reconnaissance de cet engagement, assimilé à une forme de non-travail, faute de rémunération pour les personnes impliquées. C'est dans ce contexte qu'un budget contributif est mis en place à l'échelle du réseau en 2025. Doté d'une enveloppe annuelle de 12 000 euros, dont 4 000 dédiés aux frais de déplacement, il permet de gratifier une partie du temps consacré au commun, de manière transparente et démocratique. Néanmoins, la richesse ne se compte pas qu'en billets. Le modèle repose aussi sur une rétribution non

monétaire : chacun se nourrit d'un commun qui fleurit, à travers les apprentissages, les liens créés et la montée en compétences individuelle et collective. Comme le souligne Joëlle Chalavoux, Trésorière de l'Association Zoein, *"le budget contributif est un outil utile pour faire valoir nos activités, même non rémunérées, qu'on ne considère pas comme du bénévolat mais comme une dette du territoire"*. Dès lors, comptabiliser et sortir ces contributions de l'ombre, y compris lorsqu'elles ne sont pas rémunérées, devient un enjeu en soi : celui de reconnaître pleinement le travail à l'œuvre derrière la coopération et ses bienfaits pour la transition et le développement des territoires.



BAOBAB ET LE TIERS-LAB DES TRANSITIONS CONSTRUISENT UN RTE À LEUR IMAGE

Pour les derniers territoires arrivés au sein du réseau, une question revient très vite dans les échanges avec Zoein : par où commencer ? Sensibiliser les partenaires à la démarche RTE, structurer l'accompagnement des porteur·euses de projets, poser les bases de la gouvernance de sa CTE... Les chantiers sont nombreux. Autant d'étapes où l'appui méthodologique de Zoein, souvent discret, se déploie au fil de sessions de travail individualisées aux sept coins de la France. Pour Saint-Nazaire et Marseille ce travail de fourmis a permis, en 2025, de préciser les contours d'un RTE made in territoires.

Tout commence par un mail, en 2020. À Saint-Nazaire, Emmanuel Nicoleau crée l'association Baobab avec une ambition : faire émerger des activités utiles au territoire, fondées sur la coopération plutôt que sur la concurrence. Citoyens engagés, collectivités locales, entreprises, établissements publics... Le rôle de Baobab est de mettre ces acteurs au diapason et d'orchestrer des écosystèmes de coopération économique. La découverte du livre *Le Revenu de Transition Écologique : mode d'emploi* de Sophie Swaton agit alors comme un déclic : *"Je ferme le bouquin et je prends contact avec Zoein. Je leur dis : je veux faire ça à Saint-Nazaire. Dites-moi comment."* Les échanges avec Zoein s'intensifient jusqu'à ce que Baobab rejoigne officiellement le réseau en 2023. À près d'un millier de kilomètres de là, à Marseille, le Tiers-Lab des Transitions suit une trajectoire similaire. Installée au cœur du 4^e arrondissement dans un vaste lieu de 6 000 m², la SCIC accompagne déjà des projets de transition et voit dans le RTE *"une suite logique"*, selon sa directrice Claire Demaison. Une étude de préfiguration du RTE est lancée par Zoein, le LICA et le Tiers-Lab en 2024. Dans le même temps, à Saint-Nazaire, Baobab pose durablement ses valises à la Maison des Entreprises et devient lauréat du dispositif Coopt'ER de l'ADEME, permettant de financer le

poste d'Emmanuel. Les bases sont posées. Après cette phase d'acculturation, 2025 marque le passage au concret.

Step by step

L'implication de Zoein se fait sentir dès février. *"Le coup d'accélérateur, ce n'est pas moi qui le donne, c'est Zoein"*, résume Emmanuel. Aux côtés de Baobab, la tête de réseau s'engage dans une phase de travail intense : l'association nazairienne vise l'intégration du programme "Transition juste" porté par la Fondation de France. Les manches se retroussent, les méninges se creusent, et les allers-retours entre Lille, Paris et Saint-Nazaire se multiplient. Autour de la table, Zoein, Baobab et ses partenaires scientifiques, le laboratoire Atemis et l'Institut européen de l'EFC, structurent peu à peu une proposition solide. *"On est dans les locaux d'Atemis [...] et à la fin de cette journée, on a la structure, les grands éléments, les grandes idées."* L'échéance est fixée : le dossier sera instruit courant juillet. Reste désormais à attendre le feu vert.



“Le coup d'accélérateur, ce n'est pas moi qui le donne, c'est Zoein.”

- Emmanuel Nicoleau, directeur de Boabab

Marseille, quant à elle, travaille ses points d'entrée : à quel moment le RTE intervient-il ? Pour quels profils ? Là encore, Zoein accompagne cette réflexion au long cours. *“On a fait beaucoup de modélisation cette année, notamment pour déterminer combien d'entrepreneur-euses pourraient être accompagné-es selon les financements mobilisés”*, précise Claire Demaison. Cette présence se matérialise aussi dans les temps forts du territoire. Le 4 décembre 2025, Jean-Christophe Lipovac se rend dans la métropole méditerranéenne pour intervenir sur l'événement *Fabriquer du sens*. Il y présente l'ambition du RTE et le rôle de Zoein dans son déploiement. Un moment charnière, qui marque à la fois la fin d'un cycle - avec la clôture de la première édition du parcours Talents de la Transition Écologique - et l'ouverture d'un autre : le lancement annoncé de l'expérimentation marseillaise du RTE à partir de 2026.

Pas de copier-coller

D'un territoire à l'autre, pas de recette toute faite. Le Tiers-Lab se situe à la jonction de quartiers populaires et d'autres beaucoup plus aisés. Une véritable mosaïque sociale à prendre en compte : *“On est dans le 4e arrondissement [...] sur une face on est dans le 1er, qui est un quartier du centre-ville mais qui reste un QPV. À droite, on a la Belle-de-Mai, un des quartiers les plus pauvres de Marseille. Et à gauche, on a le 4e avec des petites maisons, des*

jardins, une population plutôt CSP+”. Autre particularité : l'entrée dans le RTE s'est faite par le haut, sous l'impulsion de la municipalité : *“La première accroche, c'est Sébastien Barles, l'élu [...] qui m'en parle lors d'une réunion. C'était quelque chose qui commençait à émerger localement et ils cherchaient quelqu'un de la société civile pour porter le projet”*. Si la mairie impulse la démarche et réunit les parties prenantes dans un comité de pilotage, c'est le Tiers-Lab qui en assure le portage opérationnel, avec le souci de construire un entrepreneuriat à vocation d'intérêt général dans une filière prioritaire : l'habitat durable.

“On a fait beaucoup de modélisation cette année, notamment pour déterminer combien d'entrepreneur-euses pourraient être accompagné-es selon les financements mobilisés.”

- Claire Demaison, directrice du Tiers-Lab des Transitions

À Saint-Nazaire, il ne s'agit pas seulement de financer une expérimentation du RTE, mais de penser son articulation avec des dynamiques déjà à l'œuvre. Au cœur de la proposition portée par Baobab : faire dialoguer le Revenu de Transition Écologique avec les Écosystèmes Coopératifs Territorialisés issus de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération. Mais cette convergence est loin d'être évidente : *“On s'est rendu compte qu'il y a des parties prenantes [...] plus fragiles que d'autres. Un porteur de projet qui démarre, il est hyper fragile. Ces personnes-là [...] comment est-ce qu'on s'assure qu'elles soient là, parce que les écosystèmes en ont besoin ?”*, souligne Emmanuel Nicoleau. Tous les acteurs ne jouent pas à armes égales. Participer aux temps collectifs, pourtant essentiels au fonctionnement des écosystèmes, peut devenir un luxe. Le RTE coule de source : si l'on veut permettre à ces formes de coopération de tenir

dans la durée, il faut pouvoir sécuriser celles et ceux qui les font vivre. Là encore, la réflexion se construit collectivement, avec l'appui de Zoein : *“Cette idée-là a émergé lors d'une séance de travail [...] de créer un système en circuit fermé qui permet une solidarité à tous les endroits”*. La bonne nouvelle finit par tomber à la fin de l'été : le dossier de Baobab à la Fondation de France est accepté. Une seconde embauche est possible, et avec elle, le lancement du RTE pour de bon.



À TERA, FAIRE COLLECTIF POUR FAIRE TRANSITION



À TERA, le RTE ne soutient pas seulement des activités individuelles : il contribue à faire émerger un écosystème capable de les accueillir et de les faire grandir. En 2025, cette dynamique s'est notamment incarnée à travers le travail d'animation territoriale porté par Clémentine. Jardin partagé de Lustrac, coopérations locales, événements de sensibilisation, parcours de découverte du territoire : autant d'occasions de tisser des liens de confiance avec les habitants, les élus, les associations et les acteurs économiques. L'année a également été marquée par l'inauguration du CERF, nouvelle pierre à l'édifice d'un écosystème coopératif pensé pour accueillir et soutenir des activités utiles au territoire. Plusieurs projets poursuivent leur développement grâce au soutien du RTE, à l'image de la relance de la brasserie coopérative ou de l'activité de Jérôme Libercier autour de l'aggradation des sols. Autre chantier emblématique : le développement de la monnaie locale l'Abeille, qui continue d'explorer de nouveaux usages, notamment autour de la production et du paiement de l'énergie. Une façon de rapprocher toujours davantage les fonctions essentielles du territoire d'une économie plus locale, résiliente et coopérative. Enfin, l'automne 2025 a marqué le lancement d'une ambitieuse démarche de levée de fonds destinée à consolider les moyens d'action de l'écosystème et à poursuivre le déploiement du RTE sur le territoire.

AU PTCE PAYS-DE-FRANCE, PRÉPARER LE RTE PAR L'ACTION ALIMENTAIRE



Si le Revenu de Transition Écologique n'a pas encore trouvé sa pleine traduction opérationnelle sur le territoire, l'année 2025 a été marquée par un important travail de structuration de l'écosystème coopératif porté par le PTCE Pays de France. À travers son tiers-lieu *La Goussette*, le développement du Comité Local de l'Alimentation Pour la Santé (CLAPS) ou encore les coopérations engagées autour de l'agriculture urbaine et de l'alimentation solidaire, le PTCE poursuit un même objectif : faire émerger des réponses collectives aux défis sociaux et écologiques du territoire. Plus de 2 800 visiteurs ont ainsi été accueillis à *La Goussette* au cours de l'année. En parallèle, le PTCE a poursuivi son travail de consolidation de la gouvernance et du modèle coopératif territorial, notamment dans le cadre du programme Coop'Ter. Autant de dynamiques qui contribuent à préparer les conditions d'un futur déploiement du RTE sur le territoire.

ODYSSÉE 2025 DU RTE EN HAUTE-VALLÉE DE L'AUDE

Pour les expérimentations fondatrices du réseau Zoein, le RTE semble avoir atteint sa vitesse de croisière. Pas question pour autant de se reposer sur ses lauriers : derrière les rouages d'une dynamique bien installée, les équipes restent à pied d'œuvre. Nichée dans les reliefs pyrénéens, en Haute-Vallée de l'Aude, l'expérimentation portée par Audyssées nous a ouvert ses portes à l'occasion de son conseil scientifique les 22 et 23 novembre, l'occasion pour nous de partager plus de temps avec les membres de l'équipe et faire un point sur cette année.

Depuis l'esplanade déserte de Rennes-le-Château, la vue s'étend à 360 degrés sur la Haute-Vallée de l'Aude. La neige est au rendez-vous, tout comme un épais nuage gris qui masque le sommet du Pic de Bugarach. Les pentes sont particulièrement arides, couvertes de garrigue et de bois de chêne vert. En ce 22 novembre 2025, le décor est planté : c'est ici, juché à un peu plus de 400 mètres d'altitude, que débute le conseil scientifique d'Audyssées. Si cette journée pousse ses membres et invités à s'attarder à ce point sur la matérialité du territoire, cela n'a rien d'un hasard. On ne peut appréhender l'utilité du RTE dans l'Aude sans saisir la singularité de son paysage, et le puissant sentiment d'appartenance qui en émane. Mais la perspective de quitter le territoire n'est jamais absente : *"On peut rester par ici. Mais très souvent, on reste quelques années, puis on s'en va. C'est beaucoup un lieu de passage."* Parmi les nouveaux arrivants, attirés par la beauté des paysages et un coût de la vie plus accessible, peu s'installent durablement, faute d'activités rémunérées. La grande majorité des entrepreneurs d'Audyssées

sont ainsi récemment établis, et plusieurs trouvent dans le RTE les conditions nécessaires pour s'ancrer sur le territoire. Comme le résume Joëlle Chalavoux, ancienne Présidente d'Audyssées : *"Le RTE permet aux gens de rester ici et de trouver un emploi."* Encore faut-il comprendre les mécanismes derrière : retour sur une année 2025 de formalisation des pratiques.

Du café au projet

Dans la matinée, l'économiste Benoît Prévost, à l'occasion d'une rapide restitution de ses travaux, a souligné les spécificités du RTE à Audyssées : plus qu'un simple lieu d'accompagnement de projets, il s'agit plutôt de tenter d'articuler action sociale et transition écologique, dans un territoire confronté à la fois aux effets du changement climatique et à des problématiques persistantes de pauvreté et d'exclusion. Un espace où les relations et l'écoute priment sur les cadres formels et trop rigides, qui tiendraient à distance une partie des habitant.es. De retour au tiers-lieu d'Audyssées à Espéras, situé en contrebas, à quelques kilomètres de là, ces analyses prennent corps : le lieu se veut ouvert, presque familier. Ici,

pas de sélection à l'entrée ni de procédure lourde. On pousse la porte librement, souvent sans rendez-vous, guidé par la curiosité ou le bouche-à-oreille. Les premiers échanges se font autour d'un café, dans une discussion informelle centrée sur l'écoute et la clarification des attentes. Comme le résume Raphaël Soulier, directeur : *"On discute d'abord. Si la personne est intéressée, je l'inscris sur la liste de diffusion"*. Celle-ci permet ensuite de participer et de se tenir au courant des derniers ateliers, formations et temps collectifs. Un premier pas pour structurer son projet et, éventuellement, accéder à un RTE.

Coup de boost

Une fois sélectionnés, les projets entrent alors dans une nouvelle phase : celle du comité de pilotage - le COPIL pour les initié-e-s. Une règle d'or : pas de format standardisé. Chaque porteur-euse de projet dispose de son propre COPIL, composé sur mesure en fonction de ses besoins et de son domaine d'activité. Autour de la table ?

Sociétaires, membres de l'équipe salariée, bénévoles, habitant·e·s du territoire, partenaires locaux capables d'apporter compétences, réseau ou regard critique. Comme le résume Raphaël, "le COPIL, c'est devenu cette année la pierre angulaire de notre accompagnement au RTE à Audyssées". Une première réunion est consacrée à la présentation du projet, de ses objectifs d'impact et du plan d'action imaginé pour les six mois à venir. Chaque mois, le ou la porteur·euse retrouve ensuite

son COPIL pour faire le point sur l'avancement du projet, partager ses réussites comme ses difficultés, et décoincer ce qui bloque. Raphaël cite le cas de Marjorie, qui porte une activité de spectacle vivant en lien avec l'alimentation auprès du jeune public : après l'arrêt d'un premier partenariat avec une école, "au copil suivant, deux personnes ont proposé des contacts avec d'autres écoles. Elle a pu identifier trois écoles pilotes et intégrer le programme du Projet Alimentaire Territorial. Donc elle a trouvé des lieux pour expérimenter, et des partenaires pour développer son

projet". Derrière ces temps d'échange se joue aussi une sécurisation financière très concrète des parcours : pendant six mois, les porteur·euse·s retenu·e·s bénéficient d'un complément de revenu de 400 euros mensuels pour développer leur activité. En 2025, neuf RTE ont ainsi été attribués. Côté Audyssées, la sensation est celle d'avoir trouvé une formule qui fonctionne, encore perfectible, mais déjà solidement ancrée dans les pentes escarpées de la Haute-Vallée de l'Aude.

SANDRINE GARCIA, SEMEUSE DE LIEN ET DE NATURE

Il faut parfois du temps pour trouver le bon terrain. Sandrine Garcia a travaillé plusieurs années dans l'informatique chez Orange avant de se reconnecter à la nature. Préoccupée par les enjeux environnementaux, elle crée Asteraé, une association qui aspire, notamment, à revégétaliser les espaces urbains et offrir une seconde vie aux plantes mal-aimées.



CHEZ TILT, PROFESSIONNALISER L'ACCOMPAGNEMENT SANS PERDRE L'ESPRIT COOPÉRATIF



Comment parler d'argent sans gêne ? Comment fixer ses prix ? Trouver son équilibre entre travail et vie personnelle ? Prévenir les risques quand on développe son activité ? En 2025, cette question a traversé de nombreux chantiers au sein de TILT. Des échanges menés avec d'autres structures de l'ESS ont notamment nourri une réflexion sur les limites de l'accompagnement entre pairs et sur la nécessité de renforcer certaines fonctions d'appui. Une évolution qui conduira au recrutement d'une chargée d'accompagnement à la fin de l'année, Colline. Cette réflexion s'est également traduite dans les sujets proposés aux entrepreneur·euses : rapport à l'argent et valorisation de son travail avec Valentine Lecomte, équilibre entre temps de vie et temps de travail avec Stéphanie Lamarche Palmier, ou encore prévention des risques professionnels à travers une démarche collective inédite autour du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP).

Cette diplômée d'un master en systèmes d'information n'aurait jamais pensé être malheureuse derrière un écran. Sandrine se forge dans la pratique chez Orange. "J'aimais l'économie, mais je ne savais pas ce que je voulais faire de ma vie". Jusqu'au jour où elle participe au hackathon intitulé Women in Innovation. Il est organisé à Paris par Le Monde, Orange, AccorHotels, le CEA, l'Essec et Global Contact. Le sommet lui paraît trop haut à atteindre, ce qui ne l'empêche pas de proposer une idée liée à l'environnement : un chatbot de coaching éco-responsable. À sa grande surprise, elle termine lauréate et envisage alors une autre voie.

Changement de décor

Sandrine poursuit brièvement avec la création du chatbot, passe à temps partiel, puis finit par couper court pour organiser conférences et ateliers. "Je préférais toucher moins d'humains, mais mieux, plutôt que plein d'humains de manière

virtuelle", explique-t-elle. Être au plus près du public, c'est ce qui la botte. Elle bascule vers l'éducation à l'environnement en choisissant de faire un BPJEPS "Loisirs Tout Public" et déménage dans l'Aude. "Moi c'est la nature, la nature, la nature", lance-t-elle en riant. Entre forêts verdoyantes et gorges spectaculaires, c'est à Axat qu'elle s'épanouit depuis 2023. Ici, elle peut admirer la montagne de sa fenêtre. Mais la transition n'est pas sans embûches. Elle se heurte aux limites de l'auto-entrepreneuriat. "Je n'avais pas encore toute la connaissance que j'ai aujourd'hui", reconnaît Sandrine, notamment sur les appels à projet et les demandes de financement. Créer son association lui a permis d'aller chercher subventions et mécénats : "C'est là que tout s'est décanté". Elle se tourne vers Audyssées, après avoir entendu parler de son accompagnement des acteurs de la transition écologique. Elle n'en reste pas moins lucide : entreprendre c'est aussi "galérer", mais "galérer entouré d'autres porteurs de projets". Elle y trouve un soutien, un encouragement. "On vibre pareil", s'enchantent-elle.

Un réseau florissant

C'est en participant à l'Assemblée Générale d'Audyssées qu'elle découvre le programme RTE. Elle envoie son dossier début 2025 avec comme projet la revégétalisation des lieux de vie. Les initiatives s'accroissent. En récupérant quelques plantes laissées à l'abandon, elle imagine une recyclerie verte : la Végétalerie. *"L'énorme clef que m'apporte le RTE et Audyssées, c'est la mise en réseau"*, précise-t-elle. Elle mentionne le responsable de La Cavale, rencontré lors d'une réunion, qui lui a permis de recueillir des plantes invendues auprès de Gamm Vert. Car en arrivant sur ce nouveau territoire, elle part de zéro : *"Je ne connaissais pas grand monde à part ma voisine"*. Elle rencontre Jonathan Asaro, de la communauté de communes, échange avec Christian Soula, maire d'Espéraz. George, retraité d'une carrière en communication, lui donne un coup de pouce sur la visibilité de son association. Des "récup-plantes" installés dans les cimetières et les présentoirs de dépôt-vente ont déjà été fabriqués en partie par ses mains. *"C'est du bénévolat, il croît beaucoup en*

mon projet", explique Sandrine. Pour elle, la mise en réseau ne concerne pas seulement les partenaires financiers ou politiques, c'est aussi une chance de faire connaissance avec des personnes ressources qui peuvent appuyer les ambitions. *"Il y a beaucoup, beaucoup de choses qui se sont débloquent grâce au réseau auquel j'ai eu accès avec Audyssées"*, résume-t-elle. Loin de son ordinateur, Sandrine continue de faire fleurir ses idées et de reverdir la Haute Vallée de l'Aude. Une évolution construite *"de fil en aiguille"* grâce aux liens tissés localement. Tout début 2026, un deuxième RTE est venu épauler son projet de Végétalerie, lui offrant une sécurité financière supplémentaire.

"L'énorme clef que m'apporte le RTE et Audyssées, c'est la mise en réseau "

- Sandrine Garcia, porteuse de projet RTE

VENT DE RÉCOLTE À BYFURK : LE RTE AU SERVICE DE L'ENVOL D'ANAÏS ET DE STEVE



Créer son activité est déjà un pari. Le faire dans des secteurs où l'utilité sociale ou écologique prime souvent sur la rentabilité immédiate en est un autre. À Strasbourg grâce au financement participatif triple, Anaïs Meyer et Steve Birgel ont tous deux bénéficié d'un RTE complet en 2025, combinant soutien financier, accompagnement individualisé et intégration à une dynamique collective. Deux trajectoires de vie différentes, mais une même démonstration : lorsque ces trois ingrédients sont réunis, ils permettent à des activités utiles au territoire de franchir un cap décisif.

À première vue, rien ne rapproche une safranière urbaine et un entrepreneur de la mobilité inclusive. Anaïs cultive du safran sur les toits de la métropole de Strasbourg. Steve emmène des personnes âgées ou en situation de handicap en balade à bord de vélos adaptés. Pourtant, leurs trajectoires partagent un même point de départ : l'envie de développer une activité utile au territoire sans disposer de toutes les ressources nécessaires pour y parvenir. Tous deux ont d'abord dû accepter de changer de cap. Pour Anaïs, cela signifie quitter plus de dix années d'enseignement pour se consacrer à la culture du safran. *"Mais je ne suis ni fille d'agriculteur ni originaire d'ici, alors je me suis demandé comment me lancer"*, raconte-t-elle. Pour Steve, le déclic survient lors d'une sortie à vélo avec un ancien pêcheur en fauteuil roulant. *"Ce moment ordinaire lui a apporté des semaines de bonheur. C'est à partir de là que j'ai construit mon projet."*

Quand l'argent ne vient pas seul

En 2025, Anaïs et Steve font partie des trois porteur-euses de projet ayant bénéficié d'un Revenu de Transition Écologique complet sur le territoire strasbourgeois. Une étape rendue possible par le Financement Participatif Triple expérimenté par bYfurk. Son principe est simple : chaque euro apporté par les citoyennes et citoyens est abondé par des entreprises partenaires puis par l'Eurométropole de Strasbourg. Une mécanique qui permet de mobiliser rapidement des ressources pour

financer du matériel et tester une activité. Pour Anaïs, les dix-mille euros récoltés servent à développer sa gamme de cosmétiques à base de safran. Pour Steve, il s'agit d'un moyen de consolider une activité encore récente et dépendante de financements extérieurs. Mais tous deux insistent sur le fait que l'argent n'est jamais arrivé seul. *"bYfurk m'a aidé à trouver des prix, à les fixer et à repérer des entreprises"*, explique Anaïs. *"Tous ces outils m'ont aidé à consolider mon projet"*, confirme Steve. Deux envies de bifurcation. Deux activités qui ont bénéficié de la force du collectif.

Un pour tous, tous pour un

Car le RTE ne se résume ni à une aide financière ni à un accompagnement individuel. Au fil des mois, les porteur-euses de projet apprennent à se connaître, à s'entraider et à créer des passerelles entre leurs activités. Anaïs participe aux marchés avec d'autres membres du réseau, fournit certains de ses produits lors d'événements et reçoit parfois de l'aide pour ses récoltes. Steve met en relation d'autres entrepreneur-euses avec ses partenaires et contribue à faire connaître leurs projets. *"Tu as un pied dedans un jour donc tu n'en sors jamais vraiment. Je me sens bYfurk-heureuse"*, résume Anaïs. Steve formule la même idée autrement : *"Quand tu es entrepreneur, être tout seul dans ton coin, c'est super dur."* Derrière ces deux témoignages se dessine peut-être l'un des apports les plus précieux du RTE : permettre à des personnes qui entreprennent souvent seules de ne plus avancer à l'aveugle.



**"Tous ces outils m'ont
aidé à consolider
mon projet"**

- Steve Birgel, porteur de projet RTE

DENITSA HRISTOVA : UN AN APRÈS

Le 4 avril 2025, l'ambiance est à la célébration au Kaléidoscoop, tiers-lieu emblématique de l'ESS strasbourgeoise. Un an après avoir bénéficié d'un Revenu de Transition Écologique via son Financement Participatif Triple, Denitsa Hristova clôture officiellement son parcours avec la présentation de son premier bilan d'impact. Entre deux bouchées de ses créations végétales et quelques verres levés pour l'occasion, nous avons pu faire le point avec l'entrepreneuse sur le chemin parcouru.

Lorsque Denitsa rejoint bYfurk, son activité existe déjà. Ancienne architecte reconvertie dans la cuisine, elle développe L'Archi Végétale, une activité de traiteur végétal engagée en faveur d'une alimentation locale, bio et de saison. Mais comme beaucoup d'entrepreneures de la transition écologique, elle se heurte rapidement à une difficulté bien connue : comment développer son activité sans disposer des ressources nécessaires pour investir, tester et se projeter dans la durée ? À l'époque, son projet de foodbike destiné à vendre ses créations sur les marchés strasbourgeois n'est encore qu'une idée. *"J'avais envie de faire le marché juste à côté de chez moi, mais c'était logistiquement difficile. Je n'avais aucun équipement"*, se souvient-elle. Le Financement Participatif Triple lui permet alors d'acquérir le matériel nécessaire et d'ouvrir de nouvelles perspectives de développement. Un an plus tard, les premiers résultats sont là. Son activité s'est diversifiée, son chiffre d'affaires continue de progresser et elle parvient désormais à se rémunérer. Ses créations végétales ont trouvé leur place sur les marchés, lors d'événements locaux, à l'Université populaire de Strasbourg ou encore dans le cadre d'ateliers de cuisine financés par la CPAM. Au-delà de son activité économique, L'Archi Végétale

contribue aussi à sensibiliser différents publics à une alimentation plus durable et à soutenir les circuits courts sur le territoire. Denitsa est devenue une figure familière de l'écosystème bYfurk. Elle participe aux événements de la coopérative, échange avec les nouvelles promotions et continue d'entretenir des liens étroits avec les autres porteur-euses de projet. *"On a tous des coups de mou et des moments de doute. C'est aussi un groupe qui permet de se soutenir mutuellement"*, explique-t-elle. Premier parcours arrivé à son terme au sein de bYfurk, celui de Denitsa offre aujourd'hui un aperçu concret de ce que le Revenu de Transition Écologique cherche à rendre possible : donner à des activités utiles au territoire le temps, les moyens et le collectif nécessaires pour grandir. Une manière de rappeler que derrière les dispositifs, les financements et les indicateurs se cachent avant tout des trajectoires humaines qui continuent de s'écrire.

*"J'avais envie de faire le marché
juste à côté de chez moi, mais
c'était logistiquement difficile. Je
n'avais aucun équipement"*

- Denitsa Hristova, porteuse de projet RTE



ÉVALUER LE REVENU DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE



Séminaire de lancement de co-écriture du référentiel d'évaluation | 3 mars 2026

REPRENDRE L'ÉVALUATION EN MAIN

Pour le réseau Zoein, la nécessité d'évaluer les expérimentations du Revenu de Transition Écologique coule de source. Mais comment objectiver des transformations humaines, sociales ou territoriales sans les réduire à quelques chiffres ? Dans un paysage où l'évaluation devient souvent synonyme de contrôle ou de normalisation, le réseau Zoein fait un choix singulier : ne pas subir les règles du jeu, mais tenter de les réinventer depuis les territoires. Retour sur les raisons d'être et la méthodologie d'une démarche collective pensée pour rendre visibles les effets du RTE sans en effacer la complexité.

Une des principales difficultés rencontrées par les démarches expérimentales tient à leur caractère mouvant : comment saisir les contours d'une expérimentation en train de se construire ? Comment expliquer clairement ce que l'on est... et ce que l'on n'est pas ? Le RTE ne fait pas exception. D'un territoire à l'autre, ses modalités de mise en œuvre varient selon les réalités locales. Cette diversité fait la richesse du réseau, mais elle rend aussi parfois le projet difficile à expliquer. Derrière la démarche évaluative engagée par Zoein se cache donc une nécessité plus profonde : construire un langage partagé capable de rendre le RTE plus lisible, aussi bien pour les territoires eux-mêmes que pour les partenaires extérieurs. Comme le raconte Marie-Hélène Muller après une rencontre avec la Fondation de France : *"Ils avaient du mal à comprendre ce qu'était le RTE, parce que dans différents territoires, ils n'arrivaient pas à tirer le fil"*. Le référentiel devient alors bien plus qu'un outil d'analyse : un outil de clarification collective. Mais derrière ce chantier se joue aussi une bataille plus discrète : celle du sens. À mesure que le RTE gagne en visibilité, il attire d'autres récits, d'autres usages, d'autres appropriations possibles. Pour le réseau Zoein, l'évaluation devient rapidement un enjeu politique : comment éviter que le RTE soit repris dans des démarches empruntant le vocabulaire de la transition sans forcément en porter les exigences ? *"On a vite compris qu'il fallait préciser davantage les choses"*, raconte Joëlle Chalavoux. Construire un référentiel commun, c'est donc aussi préciser collectivement le récit du RTE et éviter que

d'autres ne l'écrivent à sa place, encore fallait-il savoir par quel bout commencer.

Ce qui compte ne peut pas toujours être compté

Car quand il est question d'évaluation, un vieux réflexe reprend souvent le dessus : transformer la réalité en chiffres, indicateurs et résultats mesurables. Une mécanique efficace lorsqu'il s'agit de quantifier des données simples et immédiates ; beaucoup moins lorsqu'il faut observer des transformations humaines, sociales, écologiques ou territoriales. Les expérimentations du RTE reposent sur des dynamiques collectives impliquant une pluralité d'acteurs - porteurs de projet, coopératives, collectivités, partenaires locaux, habitants - dont les effets se construisent dans l'interdépendance. Dans ce type de processus, il devient difficile d'attribuer une transformation à une seule action, une seule structure ou un seul financement. Surtout, tout ce qui compte ne se voit pas forcément au premier regard : comment mesurer la confiance retrouvée d'un porteur de projet après des années de précarité ? Ou son sentiment de pouvoir à nouveau agir sur son territoire ? Face aux limites d'une approche strictement quantitative, le réseau Zoein fait un autre choix méthodologique. Premier principe : le chemin compte autant que le résultat. L'enjeu n'est pas seulement de mesurer une finalité atteinte, mais de comprendre comment les transformations se construisent dans le temps, entre ajustements et réorientations successives.

Deuxième principe : ce qui compte vraiment ne se compte pas toujours, mais se raconte. Entretiens, récits d'expérience, observations participantes, ateliers d'intelligence collective deviennent alors des outils d'évaluation pleinement assumés pour documenter les effets qualitatifs souvent absents des approches classiques. Autre parti-pris : une démarche participative construite à partir des territoires eux-mêmes. "On tenait vraiment à ce que le référentiel soit construit ensemble et pas avec un cabinet qui arrive hors sol", explique Joëlle. Le réseau disposait déjà d'un matériau précieux : des années d'expérimentations, d'essais, d'erreurs et d'apprentissages accumulés dans les territoires. Reconnaître cette expertise issue de la pratique, c'est faire le pari que le RTE continue d'être raconté et analysé par celles et ceux qui le font vivre au quotidien.

Les quatre points cardinaux

Une fois la question du "comment" posée, restait une autre équation à résoudre, et pas des moindres : où commence et où s'arrête l'évaluation ? Quels aspects du RTE faut-il documenter et rendre visibles ? Le réseau Zoein a choisi de revenir aux fondements mêmes du Revenu de transition écologique tels que conceptualisés par Sophie Swaton. Car le RTE ne se résume pas à un soutien financier. Il repose aussi sur un accompagnement dans la durée, un espace collectif de coopération avec comme ambition de permettre à des personnes de sortir de l'isolement ou de la précarité, retrouver une capacité d'action et développer des activités utiles au territoire. C'est ce socle qui sert aujourd'hui de boussole à l'ensemble du réseau. C'est ce socle qui sert aujourd'hui de boussole à l'ensemble du réseau. Le référentiel commun s'est ensuite progressivement structuré autour de quatre grands axes devenus le périmètre même de l'évaluation du RTE : l'accompagnement des porteurs de projet ; les conditions de subsistance et de travail ; les coopérations territoriales ; et enfin les effets transformatifs produits à plus long terme sur les territoires. Des repères communs suffisamment solides pour donner une direction collective, mais assez souples pour éviter l'écueil d'une standardisation rigide des formes du RTE. Car le propre d'une expérimentation est précisément de laisser une place à tout ce qui peut encore se transformer. Tout l'enjeu de son évaluation est d'être capable d'en saisir la réalité sans la figer et l'enfermer dans des cases trop étroites.



MAKING-OF D'UN RÉFÉRENTIEL D'ÉVALUATION À PLUSIEURS VOIX

Quatre grands axes d'évaluation, des dizaines de questions évaluatives, des heures d'ateliers collectifs et d'allers-retours sur des mots en apparence anodins... Le moins que l'on puisse dire, c'est que les expérimentations ont mis la main à la pâte ! Du 3 mars au 1er juillet, les membres du réseau Zoein se sont réunis régulièrement sous forme de groupes de travail pour donner corps au fameux référentiel commun d'évaluation du RTE. On vous emmène dans les coulisses de cette fabrique collective.

Lundi 3 mars 2025, direction la Ville Lumière. Dans le 15^e arrondissement de Paris, l'ancien siège social de la MACIF devient, le temps d'une journée, le point de ralliement du réseau Zoein. Passage obligé par l'accueil : carte d'identité à présenter, badge autour du cou, puis descente vers une salle de réunion vitrée nichée en contrebas et dominée par un imposant escalier métallique. Aux alentours de 9 heures, les participants arrivent peu à peu. Les membres du réseau se retrouvent au comptegouttes et finissent par former une petite dizaine autour de la table. Un format volontairement resserré, propice aux échanges, pour commencer le travail collectif autour d'un référentiel commun d'évaluation du RTE. Depuis plusieurs semaines déjà, l'équipe de Zoein prépare minutieusement ce premier séminaire. Après un temps de cadrage, les participants passent rapidement à l'action. Répartis en petits groupes, ils travaillent autour d'un logigramme destiné à cartographier la logique d'action du RTE : quels changements cherche-t-on à produire ? Par quels mécanismes ? Autour des quatre grands axes qui serviront de colonne vertébrale au futur référentiel - accompagnement des porteur.euses de projet, conditions de subsistance et de travail, coopérations territoriales et effets transformatifs sur les territoires. Les groupes sont invités à préciser une définition commune, identifier les particularités du RTE et formuler les principaux effets attendus. À la fin de la journée, le référentiel n'existe encore qu'à l'état d'ébauche. Mais le réseau repart avec une feuille de route claire pour la suite.

Le grand marathon Zoom

Le feu vert est donné : les ateliers de co-écriture peuvent commencer. Pendant quatre mois, le

travail se poursuit sur Zoom, en petits groupes de trois à quatre personnes. Chaque axe dispose progressivement de son propre espace de discussion, de ses rapporteur.euses et de ses débats, avec l'équipe de Zoein à la manœuvre pour assurer l'animation. Première étape : débayer le terrain. Avant même de parler indicateurs, les groupes doivent s'accorder sur l'essentiel : quels aspects de chaque axe le RTE cherche-t-il prioritairement à transformer ? Quels objectifs retenir...ou laisser de côté ? Une fois ce premier tri effectué, les séances s'attaquent à un autre défi : transformer ces grandes intentions - renforcer l'accompagnement, améliorer les conditions de subsistance, soutenir les coopérations territoriales - en questions évaluatives suffisamment précises pour guider l'action. Car une bonne question évaluative, outre le fait de vérifier si une action fonctionne, doit aussi permettre d'éclairer une décision, d'aider les territoires à progresser. Comment formuler des questions utiles sans tomber dans une logique de contrôle ou d'usine à gaz ? Quels indicateurs peuvent être raisonnablement mobilisés par les territoires ? Comment éviter les doublons ou les formulations trop vagues ? Le travail relève parfois de la dentelle. Pas question de produire un simple état des lieux ou une batterie d'indicateurs impossible à renseigner. Comme le résume Marie-Hélène de TERA : "On n'a pas la solution tout seul. On fait tous des choses intéressantes, mais on ne vit pas les problématiques de la même façon selon les territoires."

Regards extérieurs

Mais le réseau ne fonctionne pas en vase clos. Pour nourrir la réflexion et prendre du recul sur cette période de coécriture, des regards extérieurs sont invités dans la boucle. Chercheur-euses, praticien-nés de l'accompagnement et de la coopération, spécialistes de l'évaluation de projets de l'ESS ont apporté leur pierre à l'édifice à l'écriture de ce référentiel sous forme de séances de retours d'expériences. Partage de méthodes, mise en discussion de concepts clés... Avec ATEMIS, les échanges ont porté notamment sur les questions de bien-être, de travail et d'accompagnement dans les dynamiques de transition : comment penser l'épanouissement non comme un état figé mais comme un processus ? Comment prendre soin des conditions de travail sans réduire l'évaluation à une logique de contrôle ? Nicolas Chochoy de l'Institut Godin quant à lui, a partagé des pratiques de construction de référentiels participatifs centrées sur le réel, les récits de terrain et les dimensions qualitatives de l'évaluation. De son côté, Océane Puech de GreenScale apporte un éclairage sur les logiques d'évaluation d'impact : montée en compétences des porteur-euses de projet, méthodes de collecte, articulation entre impacts positifs, négatifs et trajectoires de transformation.

Dernier sprint

Mardi 1er juillet, retour à Paris. Ce séminaire a des airs de ligne d'arrivée. Sous une chaleur caniculaire, contributeur-ices du réseau, expert-es et partenaires (Institut Godin, AVISE, Fondation MACIF, Fondation Crédit Coopératif, Labo ESS) se retrouvent pour une journée de

clôture de la co-écriture. Au menu : relecture de la grille de questions évaluatives, butinage entre les différents axes, derniers ajustements sur les indicateurs, les redondances, les points de vigilance et les usages du référentiel. Le résultat est conséquent : une quinzaine de grandes questions évaluatives déclinées en dizaines de sous-questions, une proposition d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs, un livret méthodologique, une grille opérationnelle et deux modes d'emploi dédiés à l'auto-évaluation et au voyage évaluatif. Si le référentiel constitue bien l'aboutissement visible de ces mois de travail, l'un des principaux apprentissages se situe dans la manière dont cette épopée a transformé le réseau lui-même. *"Le processus est aussi important que le résultat. La manière dont on travaille ensemble a de la valeur"*, résume Marie-Hélène. Travailler sur un référentiel commun, c'est aussi apprendre des autres territoires et monter collectivement en compétences : *"La manière dont Joëlle voit les choses n'est pas la même que Camille ou que nous. C'est très enrichissant. On n'a pas la solution tout seul. Ça m'a permis de travailler avec d'autres territoires, de monter en compétences sur la thématique sur laquelle j'étais engagée."* Une manière de rappeler que l'évaluation, lorsqu'elle est collective et participative, n'est pas seulement une affaire de mesure.

LE RÉFÉRENTIEL À L'ÉPREUVE DU TERRAIN

Une boussole n'a de sens que lorsqu'elle sert à prendre la route. À peine finalisé, le référentiel commun d'évaluation du RTE quitte les documents partagés pour se confronter au terrain. Le dernier trimestre 2025 est consacré à son appropriation, à sa mise en pratique... et surtout à l'envie de tester, grandeur nature, cette méthode d'évaluation collective. Point culminant : un premier voyage évaluatif organisé pendant quatre jours chez Audyssées, les 20 et 21 novembre. On vous raconte.

À la rentrée, les travaux reprennent sur les chapeaux de roue pour le Réseau Zoein. Très vite, l'idée d'organiser un premier Voyage évaluatif s'impose : il s'agit désormais de confronter le référentiel à l'épreuve du terrain et de le tester grandeur nature. Un premier exercice, avec tout ce qu'il comporte d'ajustements, d'incertitudes... et d'envie assumée d'essuyer les plâtres avant d'envisager d'autres déploiements. Mais qui acceptera de se prêter à l'exercice ? Le choix se porte sur Audyssées. Rien d'anodin : expérience fondatrice du réseau, la coopérative compte parmi les démarches les plus anciennes, les plus avancées et les plus structurées du paysage RTE. Au cours du mois de septembre, plusieurs choix structurants sont actés. L'évaluation se veut participative dans sa conduite même, à travers la mise en place d'un dispositif de pair-évaluateur-ices mobilisant des membres d'autres expérimentations du réseau. Seconde exigence : ne pas tomber dans l'écueil d'une évaluation tournée vers l'entre-soi ou l'auto-congratulation. Le collectif fait donc le choix d'intégrer un regard extérieur à travers l'intervention d'un consultant indépendant, chargé de garantir une certaine distance critique lors du déroulement de ce voyage évaluatif dans les terres audoises. Reste alors à régler l'intendance : constituer l'équipe, construire les outils d'analyse et orchestrer le déroulé de ces deux jours d'enquête.

Préparatifs en grande pompe

Audyssées commence par passer au crible sa propre expérimentation. Réalisée en amont, l'auto-évaluation mobilise plusieurs supports : deux questionnaires adressés aux différentes parties prenantes de la coopérative, un rapport de pré-évaluation rédigé par la CTE, des fiches individuelles consacrées aux porteur-euses de

projet ainsi qu'un tableau de synthèse permettant de cartographier l'ensemble des activités accompagnées. Ce qui permet d'offrir à l'équipe évaluative une première immersion... et quelques pistes de vigilance. Derrière la richesse des coopérations et de l'ancrage territorial apparaissent aussi les contraintes du quotidien : ressources limitées, charge de travail importante, équilibres parfois délicats entre expérimentation, cadre collectif et diversité des parcours accompagnés. L'exercice permet d'identifier certains angles à creuser pendant le voyage évaluatif. Aux côtés de l'Association et de la Fondation Zoein, Somhack Limphakdy, co-fondatrice de bYfurk, rejoint l'aventure comme pair-évaluateur, tandis que Christophe Lemoine, formateur chez ELIAN Conseil, apporte son appui méthodologique sur les questions d'évaluation. Le programme est calé : onze entretiens semi-directifs avec porteur-euses de projet et partenaires, deux ateliers collectifs et une matinée de visite sur site. De quoi garantir deux journées d'enquête particulièrement denses.

Baptême du feu

Mercredi 19 novembre, direction l'Aude ! Certain-es arrivent en fin d'après-midi, d'autres plus tard dans la soirée. Le lendemain matin, après les premières embrassades, place aux choses sérieuses. Christophe Lemoine ouvre la journée par un rapide briefing : posture d'écoute, partir des expériences vécues et vigilance à ne pas projeter ses propres analyses dans les réponses recueillies. Pendant qu'Amandine rencontre Christian Soula, maire d'Espéaza, Jean-Christophe échange avec le vice-président Agriculture de la communauté de communes. L'après-midi, changement de format : un atelier collectif réunit une dizaine de porteur-euses de projet autour des quatre axes du référentiel.

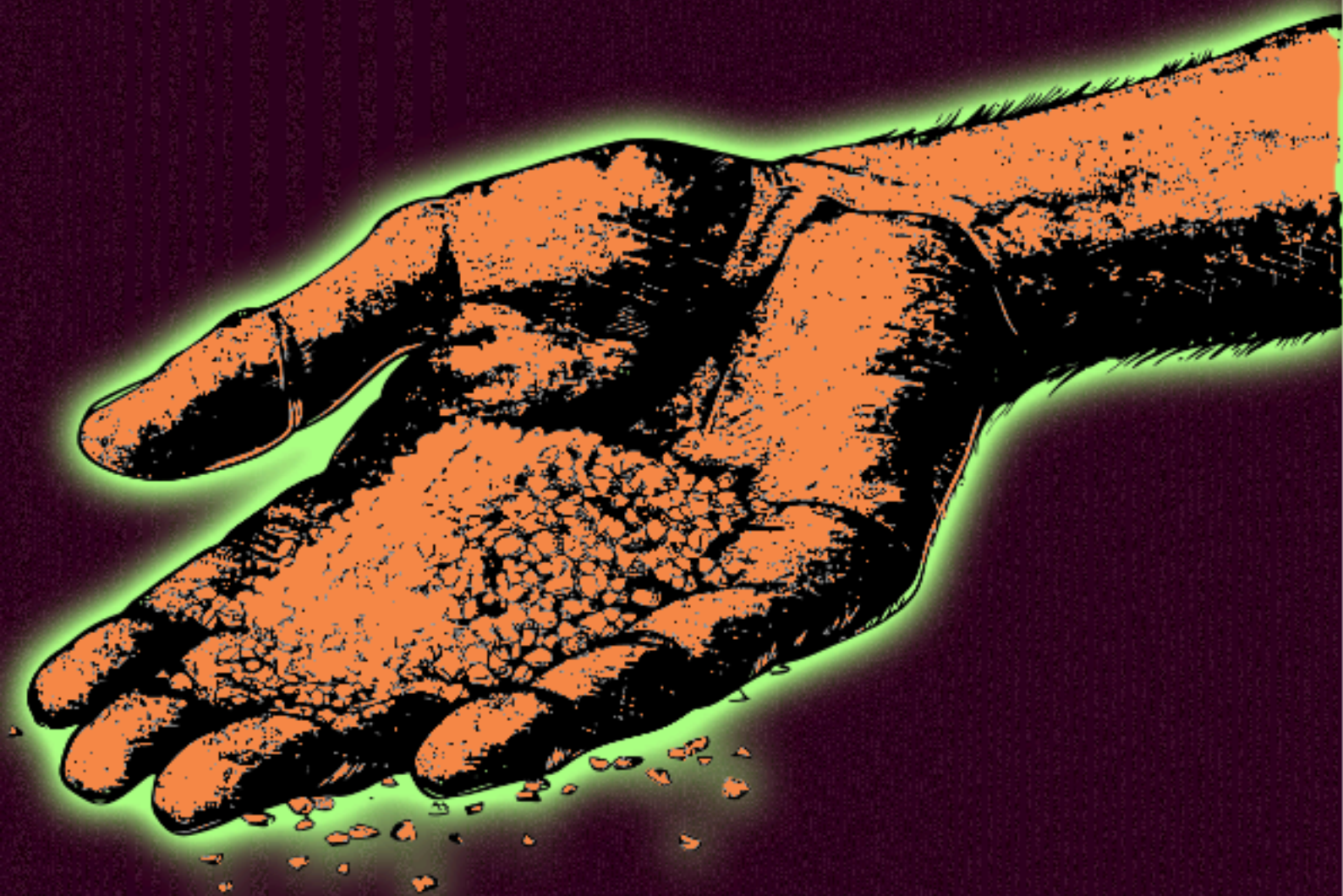
Par petits groupes, paperboards et post-it se remplissent pour mettre en lumière ce qui fonctionne, ce qui coince et ce qu'il faudrait préserver ou faire évoluer. Vendredi 22 novembre, direction la chèvrerie de Fanny, à quelques kilomètres d'Espéraza, juchée dans les hauteurs du territoire. Entre bâtiments d'élevage, organisation du travail et discussions sur les réalités économiques du métier, la visite donne chair à ce qui avait jusque-là été raconté en entretien. L'après-midi, partenaires et sociétaires se retrouvent pour un second atelier consacré à la trajectoire d'Audyssées, à ses ressorts coopératifs et à ses effets territoriaux. Mais un voyage évaluatif ne se joue pas uniquement dans les salles de réunion et les grilles d'entretien : les temps informels occupent eux aussi une place importante. Repas partagés, discussions tardives, sourires de retrouvailles, débriefs improvisés entre deux trajets ... Le plaisir de se retrouver en réseau n'est jamais très loin.



ET POUR 2026 ? LE VOYAGE ÉVALUATIF AFFINE SA RECETTE

Premier constat après le galop d'essai mené chez Audyssées à l'automne 2025 : le Voyage évaluatif fonctionne... mais demande aussi beaucoup de temps, d'énergie et d'organisation. L'année 2026 sera donc celle des ajustements. Au programme : finalisation et publication du premier rapport d'évaluation, avec l'appui de Christophe Lemoine (EILAN Conseil), et une nouvelle version, plus resserrée, plus légère et toujours fidèle à son ADN : deux jours sur place, dont une journée consacrée à l'enquête de terrain, entre entretiens individuels, ateliers collectifs, et observations de terrain. Les prochains voyages continueront de réunir équipe évaluatrice, représentant-es d'autres territoires du réseau, expert-e externe, membres des CTE et partenaires locaux dans une démarche ouverte, participative... et assumée comme un espace d'apprentissage collectif autant que d'évaluation. Trois Voyages évaluatifs sont prévus en 2026 dans le cadre d'un cycle d'accompagnement destiné à l'ensemble des membres du réseau.

DIFFUSER LE REVENU DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE



DIFFUSER LE REVENU DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

FAIRE DIALOGUER DROIT À L'EMPLOI ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE GRÂCE AU RTE

Et si le droit à l'emploi devait aussi intégrer les défis écologiques des territoires ? Là où les politiques de l'emploi interrogent souvent le nombre d'emplois créés ou le retour à l'activité, le RTE pose aussi la question de la finalité des activités soutenues : leur utilité écologique, sociale et leur capacité à répondre à des besoins locaux. En 2025, le réseau Zoein poursuit son travail de plaidoyer autour de ces enjeux, en entrant en dialogue avec Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD) et l'équipe de la Concertation pour le droit à l'emploi.

Le droit à l'emploi revient progressivement sur le devant de la scène. Portée depuis 2016 par l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD), cette ambition connaît aujourd'hui une nouvelle actualité politique avec la perspective d'une troisième phase d'expérimentation. En octobre 2025, l'Association Zoein rejoint la Concertation pour le droit à l'emploi, espace de dialogue réunissant des réseaux nationaux de l'emploi, de l'insertion, du handicap et de l'ESS, d'Emmaüs France à Solidarités Nouvelles face au Chômage, en passant par la Fédération des acteurs de la solidarité, APF France handicap ou encore l'Unapei. Leur objectif : nourrir une future proposition de loi visant à rendre effectif le droit d'obtenir un emploi, principe inscrit dans le préambule de la Constitution de 1946. En novembre, Zoein figure également parmi les signataires d'une tribune publiée dans *La Croix* défendant le soutien aux structures d'insertion et d'inclusion par l'emploi comme un investissement rentable pour la société, dans un contexte de fortes tensions budgétaires autour des politiques d'insertion. Le réseau y fait entendre une conviction portée par le RTE : le droit à l'emploi ne peut plus être pensé indépendamment des enjeux environnementaux. La question n'est pas seulement de savoir combien d'emplois créer, mais quels emplois, pour répondre à quels besoins et accompagner quelles transitions. Ce travail dans les espaces nationaux de réflexion passe aussi par le dialogue avec d'autres expérimentations qui, chacune à leur manière, travaillent la question du droit à l'emploi. Parmi elles, TZCLD occupe une place particulière.

RTE et TZCLD : une histoire qui dure

Le rapprochement entre le RTE et Territoires zéro chômeur de longue durée ne date pas d'hier. Les deux démarches partagent plusieurs intuitions : partir des personnes et des besoins du territoire, faire émerger des activités utiles, sortir d'une lecture strictement marchande du travail. Les premiers échanges remontent aux origines du RTE. Comme le raconte Victoria Bazurto, responsable recherche et suivi des évaluations chez TZCLD, Sophie Swaton échange très tôt avec Clémentine Aïdaud, alors directrice adjointe de TZCLD. *"Il y avait des territoires qui se posaient la question, dès 2016-2017, de mettre en place des projets communs entre les deux"*, explique-t-elle. Le timing, pourtant, n'est pas encore le bon. En 2016, TZCLD entre tout juste en expérimentation. L'urgence est d'abord de faire fonctionner les premiers territoires. *"On n'était pas mûrs pour imaginer d'autres choses"*, résume Victoria Bazurto, tout en soulignant que *"l'idée a toujours été là"*. En 2025, le dialogue reprend dans un contexte plus favorable : des deux côtés, les expérimentations ont gagné en maturité. Côté TZCLD, un constat s'impose progressivement : près d'un quart des activités développées dans les Entreprises à but d'emploi relèvent déjà, directement ou indirectement, des enjeux de transition écologique (réemploi, mobilité, agriculture, alimentation, économie circulaire, entretien des milieux naturels...). De quoi rouvrir très concrètement la conversation.



Salariat, entrepreneuriat : sortir des réponses uniques

Le 17 septembre, Zoein et l'Observatoire TZCLD organisent ainsi un webinaire consacré aux liens entre droit à l'emploi, transition écologique et coopération territoriale. L'écho dépasse les attentes : "j'ai eu des retours de gens très enthousiastes", raconte Victoria Bazaruto. Plusieurs personnes non présentes le jour même demanderont ensuite le replay et documents associés. Le webinaire du 17 septembre ne se contente pas de discuter des convergences entre droit à l'emploi et transition écologique en théorie. Le cas d'Audyssees, dans la Haute Vallée de l'Aude, fait justement l'objet d'une présentation comme exemple concret d'articulation possible entre RTE et TZCLD. La logique imaginée par le territoire repose sur une idée simple : ne pas présupposer qu'une seule forme d'activité conviendra à tout le monde. Là où certains parcours pourront trouver leur place en tant que salarié dans une future Entreprise à but d'emploi (EBE), d'autres relèveront davantage de l'entrepreneuriat accompagné au sein de la Coopérative de transition écologique. L'objectif : multiplier les portes d'entrée vers l'activité et éviter de laisser de côté celles et ceux pour qui l'entrepreneuriat, malgré ses promesses d'autonomie, n'est ni souhaitable ni réaliste. C'est précisément cette complémentarité qui

enthousiasme Victoria Bazaruto. L'intérêt d'Audyssees tient au fait que le territoire ne cherche pas à opposer les dispositifs mais à les articuler intelligemment. Elle parle d'"un exercice de puzzle qui s'emboîte au bon moment" : selon les besoins des personnes, le territoire peut orienter vers des solutions différentes sans enfermer chacun-e dans un modèle unique. Une approche qui permet aussi de reconnaître une réalité souvent rappelée par les acteurs du droit à l'emploi : l'entrepreneuriat n'est pas une voie adaptée à tout le monde. C'est même ce qui rend ce type d'expérimentation particulièrement stimulant : "Le webinaire a permis de mieux connaître ce projet, de se rendre compte que c'est possible". Le projet reste toutefois suspendu au calendrier national : le territoire attend encore l'évolution du cadre législatif lié à la prochaine phase d'expérimentation TZCLD. Mais le cas du RTE et de TZCLD montre déjà ce que pourrait produire une approche moins cloisonnée du droit à l'emploi : combiner emploi salarié, entrepreneuriat, coopération territoriale et transition écologique pour élargir, plutôt que réduire, les possibilités offertes aux personnes.

"Là où certains parcours pourront trouver leur place en tant que salarié dans une future Entreprise à But d'Emploi, d'autres relèveront davantage de l'entrepreneuriat accompagné au sein de la Coopérative de Transition Écologique. [...] l'objectif est de multiplier les portes d'entrée vers l'activité et d'éviter de laisser de côté celles et ceux pour qui l'entrepreneuriat n'est ni souhaitable ni réaliste."

- Victoria Bazaruto, responsable recherche et suivi des évaluations au sein de l'association TZCLD



ET POUR 2026 ? ZOEIN SE REFAIT UNE BEAUTÉ

Nouvelle équipe, nouveaux récits : 2026 sera une année charnière pour la communication du réseau Zoein. Avec l'arrivée d'une chargée de communication, une refonte de la charte graphique et un nouveau site internet, l'objectif est clair : rendre le projet porté par le RTE plus visible, plus cohérent et plus accessible. Mais il ne s'agit pas seulement de changer de logo ou de palette de couleurs. L'année sera aussi consacrée à mieux raconter les expérimentations territoriales, à travers portraits vidéo, formats éditoriaux et récits de terrain, pour donner à voir ce que produit concrètement le RTE dans les parcours, l'accompagnement des porteur-euses de projet et les coopérations locales. Incarner, vulgariser et humaniser seront les maîtres mots autour du RTE, encore parfois perçu comme abstrait, voire un peu nébuleux. Car au fond, communiquer est aussi une manière de faire du plaidoyer : clarifier une proposition politique, élargir les publics touchés et renforcer la place du RTE dans les débats sur l'emploi, la transition écologique et le développement territorial.

QUAND LE RTE INVENTE SES PROPRES OUTILS DE FINANCEMENT

Derrière chaque activité de transition, il n'y a rarement qu'un simple business plan. C'est aussi du temps, de l'accompagnement, des coopérations territoriales, des trajectoires professionnelles en construction, et parfois des personnes qui s'engagent sans revenu stable pour faire exister une activité utile à leur territoire. Comment financer cette réalité souvent invisible ? En 2025, Zoein apporte sa propre réponse avec la création du Fonds de soutien aux expérimentations du Revenu de Transition Écologique, nouvelle pièce de l'architecture financière du réseau.

Depuis les premières expérimentations du RTE - Tilt dans le Nord, Audyssées dans l'Aude ou encore TERA en Lot-et-Garonne - une difficulté persiste : comment financer des dispositifs territoriaux hybrides, à cheval entre accompagnement, coopération locale et soutien économique aux porteur-euses de projet ? Trop atypique pour les financements classiques, le RTE évolue longtemps dans une forme de "zone grise" financière. Entre des structures locales très différentes, un cadre fiscal exigeant et l'impossibilité, pour certaines coopératives, de recevoir directement des dons défiscalisés, les difficultés s'accumulent. Un chantier de fond s'ouvre alors au sein du groupe de travail "ingénierie financière", animé par l'Association Zoein avec l'appui d'avocats spécialisés en droit coopératif et fiscal. Pendant plus d'un an, les territoires expérimentateurs travaillent à la création d'un outil capable de financer non seulement les projets, mais aussi les conditions concrètes de leur émergence. Le résultat prend forme en février 2025 : naissance du Fonds de soutien aux expérimentations du RTE, structure autonome agréée pour le mécénat, dont la Fondation Zoein est membre fondateur. Ce montage répond aussi à une nécessité juridique : l'Association Zoein, tournée vers la recherche-action, l'animation de réseau et la capitalisation, ne pouvait statutairement porter une activité de collecte et redistribution de dons compatible avec un agrément fiscal de mécénat.

Trouver la bonne forme

Cette histoire n'a pas été écrite en vase clos. Une partie de l'inspiration vient aussi du Clus'TER Jura, coopérative territoriale avec laquelle le réseau Zoein échange depuis plusieurs années. Comme le raconte Lucie Coulon, directrice de la

structure, tout part d'un outil de financement territorial expérimenté dans le Jura. "Vous aviez le concept, mais pas forcément l'outil juridique ; nous, on avait créé un outil juridique adapté sans forcément l'avoir conceptualisé comme vous l'aviez fait avec le RTE". Le rapprochement est fécond. D'un côté, le RTE apporte un cadre politique et méthodologique plus systémique ; de l'autre, l'expérience jurassienne offre des pistes concrètes sur la manière de structurer un véhicule financier compatible avec des dynamiques territoriales coopératives. Ce point est loin d'être anecdotique. Car le Fonds RTE permet une avancée rarement accessible dans le champ philanthropique : apporter un soutien à des Coopératives de transition écologique structurées en SCIC, alors même que ces organisations hybrides échappent souvent aux catégories classiques du financement. Ni associations caritatives au sens traditionnel, ni entreprises marchandes ordinaires, elles combinent activité économique, intérêt collectif et gouvernance multipartite. L'enjeu n'est pas de subventionner indistinctement une activité commerciale, mais de rendre finançables des fonctions pourtant essentielles à la transition écologique : animation locale, coopération, accompagnement des porteur-euses de projet, ingénierie collective. Autant de missions d'intérêt général souvent difficiles à financer par les seuls revenus d'activité ou les financements publics classiques.

Complément de revenu, accompagnement, coopération

Que finance concrètement le Fonds RTE ? D'abord, le travail des Coopératives de transition écologique elles-mêmes : animation territoriale, mise en réseau, coordination des acteurs locaux,

suivi administratif, ingénierie de projet, accompagnement des porteur-euses. Autant de fonctions indispensables au fonctionnement quotidien des expérimentations, mais rarement financées à hauteur du temps réellement mobilisé. Or sans ce travail de fond, difficile de faire vivre durablement une dynamique RTE. Ensuite, le Fonds soutient directement les porteur-euses de projet RTE. Là où de nombreux dispositifs financent surtout l'investissement ou l'achat d'équipement, le Fonds permet aussi de sécuriser un complément de revenu pendant les phases de démarrage ou de transition professionnelle. L'enjeu est simple : permettre à une personne de consacrer du temps à une activité écologiquement et socialement utile sans être immédiatement rattrapée par la précarité. Ce soutien peut s'accompagner d'un

microfinancement destiné à l'achat d'outils de production ou au lancement de l'activité. Autre spécificité et non des moindres, le Fonds porte une logique de solidarité interterritoriale. L'idée n'est pas seulement de collecter des dons, mais d'organiser une redistribution au plus près des besoins des territoires. Plus qu'un simple outil de collecte, le Fonds RTE constitue ainsi une pièce stratégique pour l'avenir du réseau : un levier de soutien aux expérimentations existantes, mais aussi un élément clé de la stratégie d'essaimage du modèle, alors que de nouveaux collectifs territoriaux du RTE sont attendus au sein du réseau.

ET POUR 2026 ? LE FONDS RTE ENTRE EN CAMPAGNE

Créer un Fonds, c'est une chose ; le faire fonctionner en est une autre. En 2026, le réseau Zoein passera du montage juridique au terrain avec une première campagne de levée de fonds destinée à mobiliser les premiers soutiens privés du RTE. Côté coulisses, le chantier est vaste : concevoir une offre de mécénat, produire les outils de communication et de prospection, identifier des partenaires, rédiger les conventions, mettre en place les procédures administratives... sans oublier la structuration de la gouvernance, avec la constitution du Conseil d'administration du Fonds. Bref : après l'année des statuts, agréments et montages juridiques, 2026 sera celle des premiers mécènes, des premiers outils... et des premiers tests grandeur nature. Notre objectif ? Mobiliser 750 000 euros pour accompagner 60 nouveaux porteur-euses de projet au sein du réseau. À la clé : un accompagnement sur-mesure et l'accès à un complément de revenu visant, au minimum, l'équivalent d'un SMIC pendant un an.

CHANGER D'ÉCHELLE SANS PERDRE LE NORD : ENTRETIEN AVEC LÉA MONTFORT, CHARGÉE DE PROGRAMME À LA FONDATION MACIF

En 2025, l'Association Zoein rejoint P'INS, programme porté par la Fondation Macif et l'Avisé, devenu une référence dans l'accompagnement à l'essaimage des innovations sociales. un programme sélectif - sept lauréats pour environ 75 candidatures lors de l'édition précédente - combinant accompagnement individuel, séminaires collectifs et communauté d'entraide entre structures engagées dans un changement d'échelle.

Pourquoi accompagner spécifiquement les structures qui veulent changer d'échelle ?

Léa Monfort : Parce que le changement d'échelle est souvent un moment de fragilité pour une organisation. Développer une activité sur de nouveaux territoires demande du temps, de l'énergie, des ressources... donc du temps qu'on ne consacre plus à l'activité existante. Cela soulève très vite des questions de gouvernance, de ressources humaines, de posture de direction, de modèle économique. C'est précisément pour cela que la Fondation Macif et l'Avisé ont créé P'INS en 2014 : on s'est rendu compte que les structures ne cherchaient pas seulement un soutien financier, mais un accompagnement renforcé sur ces moments de bascule. Aujourd'hui, le programme combine accompagnement individuel, temps collectifs, fonds de mission-conseil et communauté d'entraide entre lauréats. Parce que changer d'échelle ne se fait pas seul.

Qu'est-ce qui vous a donné envie d'accompagner Zoein ?

Léa Monfort : Il y a plusieurs dimensions. D'abord, à la Fondation Macif, on travaille depuis longtemps sur les questions de finance solidaire et de financement de projets utiles socialement et écologiquement. Quand on a découvert Zoein, l'idée d'un revenu de transition écologique accessible à toutes et tous nous a tout de suite interpellés. Et puis, il faut le dire : Zoein est un peu un ovni parmi les projets qu'on accompagne. Il y a une forte dimension de recherche et de réflexion stratégique, presque philosophique par moments, mais aussi une mise en œuvre très concrète dans les territoires, à travers les Coopératives de transition écologique. On est face à un projet qui articule justice sociale, transition écologique, expérimentation territoriale et démarche apprenante. C'est justement ce qui rend le travail de changement d'échelle particulièrement intéressant.



"On est face à un projet qui articule justice sociale, transition écologique, expérimentation territoriale et démarche apprenante. [...] C'est justement ce qui rend le travail de changement d'échelle particulièrement intéressant."

- Léa Monfort, chargée de programme à la Fondation Macif

ET POUR 2026 ? L'ESSAIMAGE D'UN OVNI ASSUMÉ

L'accompagnement par P'INS doit aboutir, fin 2026, à une véritable feuille de route d'essaimage pour le réseau Zoein. L'enjeu : préparer les conditions d'un changement d'échelle du RTE sans transformer un projet profondément territorial en modèle standardisé. Concrètement, ce travail visera à clarifier plusieurs questions structurantes : comment accueillir et accompagner de nouveaux territoires ? Quels outils, quelles compétences et quelles ressources mobiliser pour transmettre la méthode RTE ? Comment mieux articuler les rôles entre Association Zoein, Fonds RTE et Coopératives locales de transition écologique pour garantir un développement cohérent de l'écosystème ? L'année 2026 sera également consacrée à consolider le modèle socio-économique intégré du réseau, à renforcer les conditions de viabilité des structures existantes et à transformer les outils déjà développés (référentiel commun d'évaluation, wiki collaboratif, communauté apprenante, accompagnement entre pairs) en un véritable parcours d'accueil et de montée en capacité pour de futurs collectifs locaux. En toile de fond, une même ambition : construire une stratégie d'essaimage capable de faire circuler outils, savoir-faire et cadre commun, tout en laissant aux territoires la liberté d'inventer leurs propres formes de RTE. Autrement dit : faire grandir l'OVNI... sans lui couper les ailes.

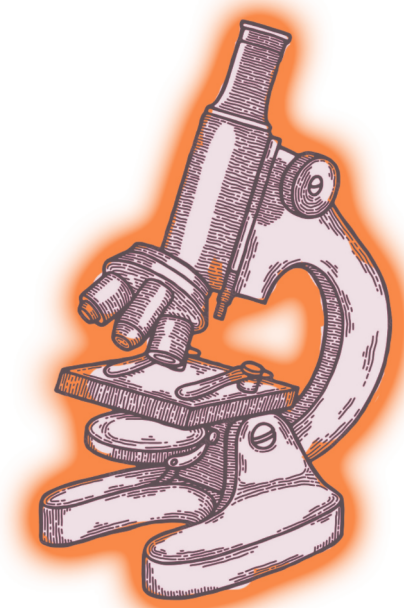
LES NOUVEAUTÉS DANS LA BIBLIOTHÈQUE DE ZOEIN

Derrière chaque expérimentation du RTE, il y a aussi un patient travail de documentation et de transmission. En 2025, le réseau Zoein a enrichi sa bibliothèque avec de nouvelles ressources : rapports de terrain, référentiels communs, fiches méthodologiques et formats audiovisuels conçus pour analyser les apprentissages du réseau, rendre les démarches plus lisibles et faire circuler les savoirs entre territoires. Tour d’horizon de quelques productions venues étoffer notre bibliothèque collective cette année.



Premiers pas et conditions de succès au lancement d'une Expérimentation territoriale du RTE : retour d'expériences des territoires.

Que faut-il pour lancer une expérimentation territoriale du Revenu de transition écologique ? Quelles alliances, quelles ressources, quels points de vigilance reviennent d’un territoire à l’autre ? Publié au printemps 2025, le livret *Premiers pas et conditions de succès au lancement d’une expérimentation territoriale du RTE* propose une plongée dans les coulisses des sept premiers collectifs engagés dans la démarche. Fruit de plusieurs mois de travail de l’Association Zoein, cette publication d’une soixantaine de pages s’appuie sur une démarche de capitalisation collective, mêlant retours d’expérience des territoires, analyse transversale et mise en dialogue des trajectoires locales. De l’émergence des premières dynamiques à la structuration des Coopératives de transition écologique, le document retrace les apprentissages, les tâtonnements et les conditions qui ont permis à ces initiatives de prendre forme. Une ressource pensée autant pour documenter les débuts du réseau que pour éclairer de futurs territoires intéressés par la démarche.



Référentiel commun d'évaluation du Revenu de Transition Écologique

Pas facile d’évaluer un projet qui touche à la fois aux revenus, à l’accompagnement, aux coopérations locales et aux transformations écologiques. Coécrit en 2025, le Référentiel commun d’évaluation du RTE relève ce défi en proposant un langage commun pour analyser les expérimentations du réseau. Construit à partir des expériences de terrain et d’un travail collectif réunissant territoires expérimentateurs, chercheurs et membres du réseau, le document s’organise autour de quatre axes d’évaluation, chacun décliné en questions évaluatives et indicateurs. L’objectif n’est pas d’appliquer une grille uniforme, mais de disposer d’un cadre partagé capable de rendre lisibles des expérimentations diverses. Plus qu’un outil de mesure, le référentiel accompagne le développement d’une culture commune d’évaluation à l’échelle du réseau Zoein et constitue l’une des bases méthodologiques des futurs voyages évaluatifs.

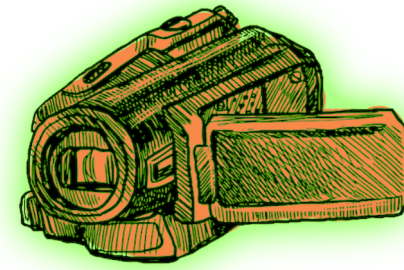


Quel(s) modèle(s) socio-économique de CTE ?

Comment une Coopérative de transition écologique construit-elle sa viabilité économique ? En 2025, le réseau Zoein a publié une série de quatre fiches consacrées aux modèles socio-économiques de bYfurk, Tilt, Audyssées et TERA. L’objectif : documenter les conditions de viabilité, les formes d’organisation et les dynamiques de coopération propres à chaque expérimentation. Une manière de mieux comprendre comment le RTE se traduit, concrètement, dans des contextes territoriaux différents.

Le modèle bYfurk : expérimenter le RTE à Strasbourg

Parce qu’un concept se comprend parfois mieux en images qu’à travers un rapport, le réseau Zoein a aussi enrichi sa bibliothèque avec une vidéo de présentation consacrée à bYfurk, expérimentation strasbourgeoise du RTE. L’occasion de découvrir plus concrètement un dispositif qui se distingue notamment par son financement triple, mobilisant citoyens, entreprises et acteurs publics, ainsi que par son travail de mesure d’impacts. Une manière de donner un visage plus incarné au Revenu de transition écologique sur un territoire.



Les publications et ressources citées sont disponibles sur le YesWiki de Zoein France, notre plateforme collaborative de partage de connaissances sur le RTE : <https://wiki.zoein.org/?PublicationS>

REMERCIEMENTS

Le Revenu de Transition Écologique n'existe pas sans celles et ceux qui le font vivre. Derrière les projets, les expérimentations, les coopérations et les récits présentés dans ce bilan, il y a des personnes qui entreprennent, accompagnent, cherchent, transmettent, financent, animent et prennent soin de leurs territoires. Nous souhaitons remercier chaleureusement l'ensemble des membres du réseau Zoein : les équipes des Coopératives de Transition Écologique, les porteur-euses de projet, les bénévoles, les sociétaires, les habitant-es, les chercheur-euses, ainsi que nos partenaires institutionnels et financiers. Chacun contribue, à sa manière, à faire émerger de nouvelles façons d'entreprendre, de coopérer et de construire la transition écologique. Merci également à toutes les personnes qui ont accepté de partager leur expérience, leurs questionnements et leurs convictions au fil des entretiens qui ont nourri cette publication. Enfin, merci à celles et ceux qui croient qu'une transition écologique juste ne se décrète pas, mais se construit collectivement, pas à pas, au plus près des territoires.

Ce bilan leur est dédié.

Ils soutiennent l'Association Zoein et le développement du RTE :



POUR EN SAVOIR PLUS

Nous contacter :

Association Zoein
59000 Lille
jclipovac@Zoein.org
06.45.61.86.82

Nous suivre :

site internet : zoein.org
LinkedIn : Zoein
Youtube : Zoein

Les travaux de Sophie Swaton sur le RTE :

Swaton S., Pour un revenu de transition écologique, PUF, 2018.
Swaton S., Revenu de transition écologique : mode d'emploi, PUF, 2020.

Pour en savoir plus :

- Fascicule RTE en France : [Découvrez la mise en récitS collective du RTE en France !](#)
- Vidéo explicative du RTE : [Le Revenu de Transition Écologique et son expérimentation](#)
- Vidéo de présentation de l'expérimentation bYfurk : [Le modèle bYfurk : expérimenter le RTE à Strasbourg](#)
- Livret [Premiers pas et conditions de succès au lancement d'une Expérimentation territoriale du RTE : retour d'expériences des territoires.](#)

Direction de la publication :
Jean-Christophe Lipovac

Rédaction :
Chloé Rémy

Conception graphique :
Chloé Rémy

Crédits photos :
@AssociationZoeinFrance

Date de parution :
Juin 2026